

LE CONTEXTE INTERNATIONAL DE LA GUERRE FRONTALIÈRE AU NORD DU VIETNAM EN 1979

VU DUONG NINH*

Quarante années se sont écoulées depuis l'éclatement de la guerre frontalière dans le Nord du Vietnam (1979-2019). Avec le recul du temps, il nous est aujourd'hui possible de revenir sur cet événement historique en y apportant un regard objectif en vue d'en tirer des leçons. Cet article se propose d'analyser l'événement en termes de relations internationales durant les décennies 70 et 80 du XX^e siècle pour explorer l'impact des relations entre grandes puissances sur la situation de la région et sur la politique extérieure du Vietnam pendant sa lutte pour la défense de l'intégrité territoriale.

1. CONFLIT ARMÉ ENTRE L'URSS ET LA RPC EN 1969 ET PERCÉE DANS LES RELATIONS SINO-AMÉRICAINES EN 1972

L'histoire du monde et celle de la région durant les années 70 du XX^e siècle étaient jalonnées de vicissitudes, reflétant une situation extrêmement complexe sur le plan des relations internationales. L'ordre bipolaire et la guerre froide constituaient la spécificité principale caractérisant la période de l'après Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'effondrement du régime soviétique (1945-1991). Le conflit de fond qui impactait la situation générale était celui de deux régimes politiques opposés - le socialisme et le capitalisme – dont le leadership revenait aux deux grandes puissances, l'Union soviétique et les États-Unis. Mais depuis la fin des années 50, un débat interne a fait son apparition, qui a conduit à une confrontation ouverte entre l'Union soviétique et la Chine - deux partis communistes, deux grands pays du bloc socialiste. Le point culminant du conflit sino-soviétique a été l'affrontement durant huit mois entre les armées de ces deux puissances dans les îles de Damansky du 02 mars au 11 septembre 1969.

Le dirigeant chinois, refusant que l'Union soviétique soit “leader” du bloc socialiste dans un monde bipolaire, a proposé la théorie des « trois mondes ». Selon l'argument de Mao Tsé Toung, les pays pauvres, les pays qui ont été colonisés et (semi)colonisés – formaient le bloc

* Université nationale de Hanoï.

du tiers-monde dont la Chine faisait partie, et évidemment la Chine devait en prendre la tête. Cette vision se traduisait dans les orientations politiques de Pékin qui voyait en l'Union soviétique un ennemi. La phrase suivante comparait le danger de l'ennemi soviétique avec l'autre adversaire - les États-Unis - : « Cet ennemi essentiel possède une longue frontière de 2 000 kilomètres avec la Chine, il n'est pas séparé de la Chine par l'océan Pacifique comme c'est le cas avec les États-Unis qui sont loin. Par conséquent, il est nécessaire de nous allier à ce dernier pays qui ne constitue pas une menace directe pour faire face à l'ennemi qui constitue une menace directe »⁽¹⁾ (Tiêu Thị Mỹ, 2016 : 350). Ce raisonnement mettait en relief le triangle aux trois sommets, les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine dans les relations internationales. La rencontre entre Mao et Nixon à Pékin et le Communiqué conjoint sino-américain de Shanghai en février 1972 ont été une percée dans les relations sino-américaines, la Chine voulant s'allier aux États-Unis pour affronter l'Union soviétique. Cette relation évoluait de manière complexe au cours des années 1970, impactait la situation mondiale, et en particulier celle de l'Asie de l'Est.

Le Vietnam se retrouvait coincé dans cette relation triangulaire. Mais en poursuivant une politique internationale qui préservait son indépendance et son autonomie, en mobilisant le soutien et l'aide internationale, le Vietnam a réussi dans les négociations pour la paix à Paris et a mené la résistance jusqu'à la victoire finale. Le Sud a été libéré, le pays a été réunifié et se préparait à entrer dans une période de paix et de reconstruction. Cependant les événements survenus par la suite ont démontré que les espérances du lendemain de la victoire n'étaient que vœux pieux.

2. DE NOUVELLES BATAILLES DANS TROIS ZONES DU PAYS (1974-1989)

Les armes ont parlé à nouveau du côté de la mer et dans les zones frontalières. En quinze ans, entre 1974 et 1989, ont eu lieu de nouvelles batailles dans trois zones du Vietnam avec de nouveaux ennemis et de nouveaux enjeux. Trois faits sont à noter :

2.1. La bataille dans les îles (1974 et 1988)

Les accords de Genève de 1954 sur l'Indochine stipule la séparation provisoire du Vietnam en deux entités par le 17^e parallèle. La juridiction des eaux au large de la partie Sud avec les archipels des Paracels et des Spratleys revenait au gouvernement de la République du Vietnam. Profitant de la période de transfert de contrôle des archipels de l'armée française à l'armée de Saïgon, l'armée chinoise a illégalement occupé la zone Est de Hoang Sa dont deux grandes îles, l'île aux Bois et l'île Lincoln. « En 1956 la moitié Est de l'archipel Hoang Sa fut envahie par la Chine, on pourrait même dire de manière sournoise, en profitant du retrait de l'armée française de la région. La marine sud-vietnamienne gardait le contrôle sur la zone Ouest » (Monique Chemillier - Gendreau, 1998 : 8). Le gouvernement du Sud-Vietnam a plusieurs fois revendiqué sa souveraineté sur les deux archipels Hoang Sa et Truong Sa.

En janvier 1974, alors que la guerre de résistance entamait la phase finale pour renverser le gouvernement de Saïgon, la Chine a envoyé des navires de guerre envahir les îles à l'Ouest

de Hoang Sa. La marine sud-vietnamienne s'est battue farouchement et a subi de lourdes pertes humaines, les troupes chinoises ont débarqué et occupé ces îles. Il s'agit là d'un acte d'invasion des eaux territoriales du Vietnam. Le gouvernement de Saïgon a sollicité l'aide américaine, mais les navires de la 7^e flotte opérant dans la mer de Chine méridionale avaient reçu l'ordre de s'éloigner du champ de bataille. Il est évident que les tractations à Pékin en 1972 ont conduit au retournement de veste des Américains, et ce au profit de la Chine.

Après maintes insolentes provocations, en mars 1988, la Chine y a envoyé une flottille de six navires pour attaquer un convoi de ravitaillement vietnamien dans les îles Spratleys. Les soldats de la marine vietnamienne ont combattu courageusement jusqu'à la mort pour défendre le drapeau national et préserver notre souveraineté. Mais l'ennemi, plus fort, a fini par occuper illégalement les récifs Fiery Cross, Cuarteron, Gaven, Hugues, Johnson et Subi. Entre les attaques, plusieurs types de navires chinois harcelaient et empêchaient les pêcheurs vietnamiens d'opérer, provoquant une situation d'insécurité dans les zones territoriales sous souveraineté du Vietnam.

2.2. La défense de la frontière au Sud-Ouest 1975 - 1979

Aussitôt après la libération de Saïgon, le 1^{er} mai 1975, les Khmers rouges ont franchi la frontière du Vietnam à plusieurs endroits, de la province de Ha Tien à la province de Tay Ninh, attaqué l'île de Phu Quoc et occupé l'île de Tho Chu.

Le 30 avril 1977, ils ont attaqué quatorze communes limitrophes de la province An Giang, commençant ainsi l'invasion du Vietnam. Lors des réunions entre les hauts dirigeants des partis communistes des deux pays, le Vietnam a proposé à maintes reprises de mettre fin à ces escarmouches mais les Khmers rouges persistaient dans leur agression, brûlaient des villages, massacraient des civils.

Le 31 décembre 1977, le gouvernement du Cambodge démocratique à Phnom Penh a annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le Vietnam.

Le 18 juillet 1978, les Khmers rouges attaquaient le long de la frontière de la province de Kien Giang sur un front de quarante kilomètres. En décembre 1978, ils rassemblaient 19 sur 25 divisions de l'armée régulière à la frontière pour attaquer la province Tay Ninh tout en planifiant d'avancer vers Hô-Chi-Minh Ville. Mais leurs actes invasifs se sont heurtés à la répression du peuple vietnamien, les repoussant hors de nos territoires.

En cette même période, les Khmers rouges mettaient en œuvre une politique génocidaire en massacrant des Cambodgiens, provoquant la mort de presque deux millions de civils sur huit millions d'habitants, soit le quart de la population cambodgienne. Nombreux étaient les Vietnamiens vivant depuis longtemps au Cambodge qui ont été brutalisés et abattus.

Les révolutionnaires dissidents du Cambodge se sont soulevés contre ce régime génocidaire de Pol Pot mais ils ont été brutalement réprimés. Certains se sont enfuis au Vietnam pour demander de l'aide.

Le Front Uni National pour le Salut du Kampuchéa (FUNSK) a vu le jour le 2 décembre 1978 avec un programme de 11 points dont la mission essentielle était d'unir tout le peuple

pour renverser les Khmers rouges, pour construire un Cambodge pacifique, indépendant, démocratique, neutre, et non aligné tout en évoluant vers le socialisme.

Suite à l'appel du FUNSK, les troupes volontaires vietnamiennes et de nombreuses unités de patriotes Khmers ont lancé une contre-attaque d'envergure, libérant entièrement la région à l'Est du Mékong le 2 janvier 1979 et entrant dans la capitale Phnom Penh le 7 janvier 1979.

La clique de Pol Pot mise en déroute s'est débandée, une grande partie des troupes s'est dissolue sur place, le reste allant se cacher dans la jungle ou essayant de s'enfuir en Thaïlande, les dirigeants cherchant refuge à Pékin. Le combat pour liquider ce qui reste des Khmers rouges a cependant duré encore dix longues années (1979 - 1989). Le peuple cambodgien a été libéré du joug barbare des Khmers rouges mais le pays entier était en ruines : maisons, routes, rizières, écoles et hôpitaux étaient entièrement détruits.

Le peuple vietnamien, quant à lui, s'alliait au Cambodge en fournissant à la population de la nourriture et des vivres et en le soutenant dans la reconstruction du pays « à partir de rien » comme disaient les journalistes occidentaux.

L'expulsion des troupes de Polpot était une grande victoire du peuple cambodgien et des soldats volontaires vietnamiens dans la lutte pour le droit à la vie de l'homme et d'un peuple entier. Il est à noter que pour des forces extérieures qui avaient longtemps protégé et soutenu cette engeance génocidaire, l'affront était dur à avaler, tant sur le plan militaire que sur le plan du statut d'un grand pays – ce pays a choisi de répliquer par l'agression à la frontière Nord du Vietnam.

2.3. Bataille à la frontière Nord du pays 1979 - 1989

À peine 40 jours après que les Khmers rouges ont été débusqués du Cambodge, à l'aube du 17 février 1979, 600 000 soldats chinois ont traversé la frontière d'une longueur de 1 400 kilomètres et ont attaqué simultanément six provinces du Nord du Vietnam dont Quang Ninh, Lang Son, Cao Bang, Ha Tuyen (Ha Giang et Tuyen Quang), Hoang Lien Son (Lao Cai) et Lai Chau. Malgré les justifications de « contre-attaque et d'autodéfense » de la Chine, il s'agissait fondamentalement d'une agression vis-à-vis du Vietnam, Etat indépendant et souverain. Le peuple et les soldats vietnamiens ont riposté héroïquement pour défendre le pays. En dépit de la déclaration du retrait des troupes chinoises le 14 mars 1979, la guerre s'est poursuivie encore pendant dix années (1979 - 1989). Les batailles sur le front Vi Xuyen (Ha Giang) étaient particulièrement violentes durant l'été 1984. Cette guerre à la frontière Nord du pays a laissé de sérieuses conséquences tant sur le plan matériel que sur le plan psychologique, laissant une trace indélébile dans la longue histoire des relations entre ces deux pays voisins, d'autant plus qu'il s'agit de deux pays socialistes !

Les susdites batailles se sont déroulées dans des lieux distancés, à des moments différents, pourtant il s'agissait toujours d'un même scénario, d'un même « auteur » ayant de grandes ambitions d'hégémonie. L'analyse du problème en matière de relations internationales permettra de clarifier les sources, les motifs et les actions qui avaient conduit aux événements susmentionnés.

3. LA SPIRALE DU TRIO AMÉRICANO – CHINOIS SOVIÉTIQUE ET LA GUERRE FRONTALIÈRE AU NORD DU VIETNAM EN 1979

Après avril 1975, le Vietnam restait empêtré dans la spirale conflictuelle du triangle américano-chinois-soviétique, cependant le rapport de forces dans cette relation triangulaire a changé en profondeur, une « troisième guerre d'Indochine » ou « la guerre entre des frères rouges » selon l'expression des journalistes occidentaux, a éclaté. Il s'agissait de différends entre trois pays communistes à savoir la Chine, le Vietnam et le Kampuchéa. Ces différends ont été envenimés pour servir les intérêts propres d'aucuns.

Dans le passé, malgré les divergences entre le Vietnam et la Chine et entre le Vietnam et l'Union soviétique, face au principal adversaire, l'impérialisme américain en l'occurrence, les deux pays socialistes demeuraient des alliés du Vietnam et acceptaient de le soutenir dans la guerre du Vietnam. Or des rapprochements américano-chinoise et américano-soviétique à partir de 1972 étaient la manifestation de signes annonçant la fin proche de la guerre froide, qui, près de deux décennies plus tard, va devenir réalité avec l'effondrement de l'État soviétique en 1991. Le conflit capitalisme vs socialisme persistait, mais impactait moins les bouleversements mondiaux. Les dirigeants chinois estimaient que le conflit sino-soviétique était le plus dangereux des conflits et pourrait dégénérer en guerre nucléaire menée par l'Union soviétique contre la Chine. Ce qui a incité Pékin à solliciter l'appui de Washington dans sa lutte contre Moscou. Telle était la nature des bouleversements politiques provenant des relations internationales dans les années 70 et 80 dans lesquels le Vietnam se trouvait impliqué.

Depuis la seconde moitié des années 70, la situation de la Chine a connu des transformations considérables. Le décès de Mao Tsé Toung (septembre 1976) a été suivi de l'arrestation du « groupe des quatre » - les acteurs essentiels de la révolution culturelle. La Chine, après avoir fait face aux conséquences de la révolution culturelle, entrait progressivement dans la période de stabilisation, notamment en 1978, avec le plan de réforme de Deng Xiaoping avec « quatre axes de modernisation » (industrie, agriculture, science-technologie et défense) qui a initié une nouvelle période de développement de la République populaire. Dans ce contexte, la Chine prenait en considération le traitement des affaires intérieures et étrangères dans une perspective de stabilité interne et d'expansion extérieure.

L'Asie du Sud-Est était la cible de choix de la Chine. Après l'échec au Vietnam, la dissolution de l'organisation militaire SEATO a marqué le renoncement des États-Unis à cette région pacifique. L'Union soviétique, exception faite d'une unique présence à la base navale de Cam Ranh, était absente de la région Asie du Sud-Est. Est apparu à ce moment là un « vide de contrôle » après le retrait des américains, créant des opportunités pour la Chine d'étendre son expansion. Pékin a, de fait, choisi le Cambodge comme tremplin pour contrer le Vietnam en utilisant les Khmers rouges comme « armée d'assaut » pour combattre le Vietnam. C'était la raison pour laquelle à partir de l'année 1975, la situation en Indochine ne cessait de se détériorer, les relations vietnamo-cambodgiennes étaient tendues en permanence et se sont terminées par la guerre frontalière.

Après la fin de la guerre du Vietnam, les négociations Vietnam-USA autour de la question de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays se sont heurtées à de nombreux obstacles, le Vietnam exigeait des États-Unis « des dédommagements pour les séquelles de la guerre » comme étant une condition primordiale à la normalisation des relations. Mais aux États-Unis, les décisions du Président relatives à des dépenses budgétaires sont soumises à l'aval du Congrès, d'autant plus que le « syndrome du Vietnam » rendait inacceptable l'idée de dédommagement aux yeux du contribuable américain. Après maintes infructueuses rencontres, au milieu de l'année 1978, les négociations vietnamo-américaines à Paris se sont retrouvées dans l'impasse et la perspective de normalisation des relations entre les deux pays était vouée à l'échec tandis que les relations entre les États-Unis et la Chine se sont officialisées le 1^{er} janvier 1979.

La Chine voyait dans le Vietnam un obstacle sur sa route de conquête vers l'Asie du Sud-Est. Outre le soutien aux Khmers rouges menant la guerre à la frontière Sud-Ouest, elle déployait de nombreuses activités d'agression, citons à titre d'exemple la provocation de l'exode « retour-émigration » en Chine des « Chinois d'outre-mer » vivant au Vietnam, la réduction progressive de l'aide publique jusqu'à l'arrêt complet⁽²⁾ (Bộ Ngoại giao, Nguyễn Đình Bin, 2002 : 198). Elle considérait que la relation Vietnam-Soviétique la prenait en étau par le Nord et le Sud. L'adhésion du Vietnam au Conseil de coopération économique (Comecon) et la signature du Traité fraternel Vietnam-Soviétique (novembre 1978) constituaient un bon prétexte pour lancer son attaque militaire sous couvert de « légitime défense ».

Quelle était la véritable intention de Pékin en menant une guerre à la frontière dans le Nord du Vietnam ? À analyser les enjeux régionaux, il est bien fondé de dire que l'objectif primordial était de sauver les troupes de Pol Pot tenues en échec et chassés de Phnom Penh. Il était évident que les forces khmères rouges ne pourraient pas se reconstruire au sein du pays dans lequel le peuple tout entier était hostile à leur crime de génocide, elles avaient donc besoin de se cacher dans les forêts profondes dont une partie était à la frontière thaïlandaise. Mais elles se sont disloquées à la fin, Pol Pot, le plus grand truand des Khmers rouges, ayant succombé « pour des raisons méconnues ».

Il est à noter qu'en novembre 1978, le dirigeant chinois Deng Xiaoping s'était rendu dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est – en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande. Il les a mis en garde du danger que le « Traité fraternel Vietnam-Soviétique » représentait pour la sécurité de la région et celle du monde en déclarant trois choses : la Chine est prête à établir des relations diplomatiques avec les gouvernements au pouvoir, s'engage à ne pas soutenir les forces communistes dans ces trois pays (longtemps aidées par Pékin auparavant) et les prévient que la Chine ferait la guerre pour punir le Vietnam, pour « donner une leçon au Vietnam ». Préoccupés par la propagation de la « vague communiste » vietnamienne selon la théorie des dominos, ces trois pays caressaient l'espoir d'éliminer les forces communistes internes qui causaient des angoisses à leurs gouvernements ; nombreux ont été les pays à se ranger du côté de Pékin, à joindre leur voix pour accuser le Vietnam d'avoir envahi le Cambodge et à exiger que le Vietnam retire ses troupes. Ainsi, la Chine a

fédéré un certain nombre de pays de l'Asie du Sud-Est dans ce combat d'opinion en vue d'isoler le Vietnam.

Durant les années 1970, la Chine a concrétisé trois réalisations importantes dans ses relations avec les Américains, à savoir la reconnaissance des États-Unis de l'existence de la seule et unifiée Chine englobant Taïwan comme partie indissociable ; l'entrée de la République populaire de Chine aux Nations Unies où elle est devenue membre permanent du Conseil de sécurité à la place de Taïwan ; l'instauration des relations diplomatiques officielles sino-américaines à partir du 1^{er} janvier 1979. Peu de temps après, du 29 janvier au 5 février 1979, Deng Xiaoping s'est rendu aux États-Unis pour consolider ses relations avec ce pays afin de s'opposer contre l'URSS. Il a d'ailleurs déclaré aux journalistes : « Nous craignons les risques d'une guerre provenant de l'Union soviétique qui sera menaçante pour la paix, la sécurité et la stabilité du monde... Par conséquent, la Chine, l'Amérique, le Japon et l'Europe et d'autres pays du monde se doivent de s'unir pour lutter contre cet hégémonisme soviétique » (Tạ Ích Hiên, p. 264).

En cette même période, la Chine a fait savoir aux États-Unis qu'elle attaquerait le Vietnam : « La Chine se sent obligée de détruire le projet soviétique de dominer l'Asie du Sud-Est avec son alliance avec le Vietnam. L'Union soviétique pourrait réagir à notre attaque. Il ne sera d'aucune utilité si l'Union soviétique envoie de l'aide, car cette opération ne durera pas longtemps. Une attaque soviétique dans le Nord de la Chine ne nous causera pas plus de souci. » (Patrick Tyler, 2008 : 468). En réalité, la Maison-Blanche avait suffisamment de renseignements sur les divisions chinoises marchant vers la frontière vietnamienne et savait que la Chine était sur le point de lancer une guerre contre le Vietnam. Le président américain J. Carter évitait pernicieusement toute réponse à Deng, mais plus tard, l'agence de renseignements américaine a fourni aux Chinois les informations qu'elle avait recueillies sur les forces soviétiques à la frontière chinoise. C'était de fait un feu vert envoyé à Pékin pour mener son attaque contre le Vietnam sans avoir à craindre une opération quelconque venant du nord.

Durant son voyage au Japon, Dang visait le même objectif de convaincre ce pays de s'aligner sur le « front » anti vietnamo-soviétique.

Le jour même où le conflit sino-vietnamien s'est déclaré, le président américain Carter a demandé à l'ambassadeur soviétique Dobrynine de transmettre un message à L. Brejnev - secrétaire général du Parti communiste soviétique – assurant qu'il n'y avait aucun accord secret entre la Chine et les États-Unis : « Le gouvernement américain n'est pas informé sur la préparation de l'attaque chinoise contre le Vietnam » et « les États-Unis ont demandé à la Chine de retirer ses troupes rapidement » (A. Dobrynin, 2001 : 765-766). Il revient à dire qu'il s'agit ici d'un « double jeu » de la Maison-Blanche : d'un côté favoriser l'aggravation du différend sino-soviétique, de l'autre prôner une retenue en vue d'éviter une guerre totale. Cela profiterait bien entendu aux États-Unis en position médiatrice. Mais, sur le fond, comme l'a observé Kissinger, « la troisième guerre du Vietnam a prédit la coopération la plus étroite entre la Chine et les États-Unis durant la guerre froide »⁽³⁾ (H. Kissinger, 2015 : 378).

Au sujet du Cambodge, alors que le gouvernement américain s'est déclaré ne pas être en faveur du régime Pol Pot, ce même gouvernement a fourni une assistance matérielle et diplomatique aux forces anti-gouvernementales d'Heng Somrin et Hun Sen, ce qui était évidemment très bénéfique pour les Khmers rouges.

Par ailleurs, la question du Vietnam était encore pour les États-Unis une blessure non cicatrisée, d'où son rapprochement avec la Chine pour contrer le Vietnam. Le gouvernement américain a décrété l'embargo économique, suspendu toutes les activités commerciales, financières et bancaires et effectué un blocus complet sur toutes les activités du Vietnam. Les autres pays se devaient de se soumettre à ces ordres de la Maison Blanche en suspendant toutes les transactions avec le Vietnam. La Chine, quant à elle, renforçait sa coordination avec les États-Unis dans cette campagne visant à « étouffer le Vietnam » et à « faire saigner à blanc le Vietnam ». Il en résulte que le Vietnam se retrouvait dans un isolement conséquent, et ne pouvait avoir que du soutien de l'Union soviétique et de quelques rares autres pays, notamment de l'Inde - dont l'amitié indébranlable et indélébile vis-à-vis du Vietnam n'a jamais été démentie - malgré la complexité du contexte qui ne lui permettait pas d'exprimer haut et fort son opinion.

Après une longue préparation diplomatique et médiatique, au petit matin du 17 février 1979, 600 000 soldats chinois ont attaqué simultanément six provinces frontalières dans le Nord du Vietnam. Il s'agissait évidemment d'une agression contre un Etat indépendant et souverain. H. Kissinger s'est exprimé au sujet de cette guerre comme suit : « L'armée (de la Chine) s'est heurtée aux difficultés en raison d'équipements obsolètes, de problèmes logistiques, de manque de personnel et de tactiques compliquées ; les forces chinoises avançaient ainsi lentement et devaient payer un prix fort. » ou encore « La Chine a jeté ses soldats dans des batailles durant lesquelles les recrues ont payé un prix fort et les pertes s'élevaient à un pourcentage qui ne serait pas admissible pour une armée occidentale. Pendant cette guerre sino-vietnamienne, l'armée de libération chinoise semblait avoir mené sa mission avec de nombreuses lacunes augmentant considérablement l'ampleur des pertes de la Chine » (H. Kissinger, 2015 : 377). Patrick Tyler – un journaliste américain ayant passé de nombreuses années en Chine – a commenté : « L'attaque brutale de l'infanterie s'est déroulée sur des étendues montagneuses. Les forces de défense du Vietnam étaient bien armées, bien fortifiées et habiles au combat après trois décennies d'expérience dans les guerres contre les Français et les Américains... L'armée chinoise était simplement un ensemble d'unités hétéroclites sans coordination aucune » (Patrick Tyler, 2008 : 473). En revanche, au final, Kissinger a estimé que « la Chine a atteint une partie substantielle de ses objectifs stratégiques en Asie du Sud-Est », elle « a réussi à dévoiler les limites de l'engagement sur la défense signé entre l'URSS et Hanoï, et surtout de la portée globale de la stratégie soviétique » (H. Kissinger, 2015 : 383).

4. LES SITUATIONS INTERNATIONALE ET RÉGIONALE (1979 - 1989)

Après une décennie de tensions de 1979 à 1989, le monde et la région pacifique connaissaient des évolutions considérables qui ont conduit à l'apaisement en début des

années 90. Il en résulte les événements essentiels suivants dans les relations internationales dont le point de repère était l'an 1989.

Sur le plan mondial, le 2 décembre 1989, dans le cadre d'une rencontre non officielle entre le secrétaire général du Parti communiste soviétique M. Gorbatchev et le président américain G. Bush tenue à Malte, a été déclarée par ces dits pourparlers la mise fin à la guerre froide et à l'opposition qui avaient perduré près d'un demi-siècle. En novembre 1990, les deux dirigeants soviétique et américain et ceux de 20 États membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ont signé un pacte de non-agression et ont proposé la Charte de Paris proclamant la fin de la guerre froide. Ces événements ont marqué alors un tournant important en ouvrant la voie à la résolution de situations complexes dans de nombreuses régions du monde.

En cette même période, l'Union soviétique et la Chine tentaient de trouver une solution pour normaliser leurs relations. Dans des discours de M. Gorbatchev à Vladivostok en 1986, puis à Krasnoïarsk en 1988, l'Union soviétique se résolvait à réduire sa présence militaire dans plusieurs zones de l'Asie-Pacifique, à normaliser les relations avec la Chine et le Japon et à établir des relations avec la Corée du Sud. Au sujet du rétablissement des relations sino-soviétiques, Pékin a soulevé « quatre obstacles » à savoir la présence de l'armée soviétique en Afghanistan, celle de l'armée vietnamienne au Cambodge, la présence soviétique en Mongolie et les unités soviétiques présentes le long de la frontière nord de la Chine ; parmi ces obstacles, il était impératif que les troupes vietnamiennes se retirent du Cambodge. Ces questions intégraient également la discussion entre l'Union soviétique et les États-Unis à travers laquelle « L'Union soviétique s'engageait à restreindre ses aides au Vietnam, et les États-Unis à convaincre la Thaïlande d'expulser de son territoire toutes les bases khmères rouges. La question restante était de convaincre la Chine d'arrêter son aide aux Khmers rouges » (Bogaturov Aleksey Dermofenovich - Averkov Viktor Viktorovich (2009), 2013 : 460-462).

En Chine, la politique de réforme apportait ses premiers résultats quand est survenu un grand événement à Pékin entre avril et juin 1989. Il s'agissait du mouvement de lutte pour la liberté démocratique, pour la réforme de l'éducation, voire même pour un changement de régime. Une masse de jeunes et d'étudiants s'est rassemblée sur la place Tiananmen ; et nombreuses étaient les universités qui se sont jointes à ce mouvement, notamment celles de Pékin, de Shanghai, de Tianjin et de Wuhan en organisant des rassemblements et des manifestations lesquels suscitaient dans un second temps la participation de nombreuses catégories de population. En vue d'un rétablissement de l'ordre, le 4 juin, l'armée chinoise a reçu l'ordre d'envoyer des chars pour réprimer les manifestants ; ce qui a provoqué un massacre sanglant. D'une même voix, les pays occidentaux ont dénoncé cette boucherie et ont simultanément opté pour une politique d'embargo contre la Chine⁽⁴⁾ (Tạ Ích Hiễn, p. 390). Cette mise en quarantaine par le monde constituait un facteur obligeant Pékin à rechercher des moyens de faire la paix avec les autres pays en résolvant les problèmes internationaux, y compris le problème cambodgien.

Après des décennies de guerre, un environnement pacifique et sécurisé favorisant la stabilité et le développement serait très indispensable pour l'Asie du Sud-Est. De son côté, le Vietnam devait sortir de l'embargo auquel le pays était soumis pour faciliter la reconstruction économique et le développement social. De 1982 jusqu'en 1987, le Vietnam a procédé à un processus de retrait en six vagues de ses troupes du Cambodge. En juillet 1986, la résolution 32 du Bureau Politique (session V) a projeté l'orientation pour un ajustement de la politique des relations internationales dans un but de stabilité en vue de se concentrer sur la (re) construction de l'économie, sur la transition proactive vers une période de coexistence pacifique, et de contribuer à faire de l'Asie du Sud-Est une région de paix, de stabilité, de coopération et de développement. La solution trouvée pour le Cambodge devrait se fonder sur les principes de paix, de respect de l'indépendance et de la souveraineté de ce pays, et en même temps veiller à pérenniser le succès de la lutte contre le régime génocidaire des Khmers rouges. Le 6^e Congrès du Parti communiste du Vietnam (décembre 1986) a marqué un tournant décisif en ouvrant la voie à la politique Doi Moi dans le développement socio-économique et en ouvrant la porte à l'intégration internationale du pays. La résolution 13 du Bureau Politique (session VI) affirmait : « Le plus grand intérêt du Parti et du peuple est de consolider et de maintenir la paix afin de se concentrer sur la construction et le développement économique » et soulignait l'importance « de la normalisation des relations avec la Chine et de contribuer au processus de résolution de la question cambodgienne » (BỘ Ngoại giao, Nguyễn Đình Bin, 2002 : 323-325). Vers la fin de l'année 1988, le Vietnam a effectué le retrait de tous ses experts civils et le 7^e retrait de ses troupes du Cambodge. Le 5 janvier 1989, le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam, Nguyễn Văn Linh, a déclaré à Phnom Penh : « Le Vietnam s'entend parfaitement avec le Cambodge sur la décision du retrait de tous les soldats volontaires vietnamiens restants avec comme délai jusqu'en septembre 1989, s'il y a une solution politique. Ce processus de retrait doit s'effectuer en parallèle avec la cessation d'aide militaire étrangère à toutes les parties cambodgiennes et de l'utilisation de territoires étrangers comme sanctuaire pour nuire au peuple cambodgien. Ces accords doivent s'exécuter sous la supervision efficace des instances internationales »⁽⁵⁾ (Nguyễn Văn Linh, 1989).

L'évolution de la situation mondiale et la politique de Doi Moi du Vietnam exerçaient en effet des impacts positifs sur la situation régionale. Lors du symposium de l'Asie-Pacifique au mois de juin 1989, le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamed a déclaré : « Une Asie du Sud-Est divisée ne profite à aucun de ses pays membres. » Auparavant, le Premier ministre thaïlandais Chatchai Choochavan a exprimé le vœu de « transformer l'Indochine champ de bataille en Indochine d'échanges commerciaux ». Le président philippin Corazon Aquino, quant à lui, a affirmé « qu'il ne considérait pas que le Vietnam constituait une menace pour les Philippines », et ne s'opposait pas à l'adhésion du Vietnam à l'ASEAN. En novembre 1990, le président indonésien Suharto a été le premier chef d'État d'un pays de l'ASEAN à se rendre au Vietnam en visite officielle.

Tels étaient les signes favorables à la résolution de la question cambodgienne. L'histoire contemporaine de l'Asie du Sud-Est montre que les guerres prolongées et conflits militaires

au sein de cette région sont principalement dus aux acteurs extérieurs à l'Asie du Sud-Est ; ces conflits ne profitent qu'aux grands pays hors de la zone. La dite décision vietnamienne était considérée comme une avancée dans la recherche de solutions pour instaurer la paix au Cambodge.

La Conférence internationale sur le Cambodge s'est tenue à Paris le 30 juillet 1989 sous la coprésidence des deux ministres des Affaires étrangères de deux pays : la France et l'Indonésie. Toutes les parties ont accepté que l'ONU, en l'occurrence les 5 pays membres permanents du Conseil de sécurité (P.5, soit la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine) serve de médiateur. Le 23 octobre 1991, la signature de l'Accord de Paris sur le Cambodge a mis fin à toute tension et confrontation au Cambodge. D'après les clauses de l'Accord, aurait lieu le 23 mai 1993 les élections générales dans le pays pour élire l'Assemblée nationale du Royaume. L'histoire du Cambodge s'ouvrait sur une nouvelle page, celle de l'apaisement de la situation dans la région. L'Asie du Sud-Est entrait ainsi dans une ère de paix, de stabilité, de coopération et de développement.

5. CONTEXTE INTERNATIONAL AUX TEMPS DES GUERRES DE DÉFENSE AUX FRONTIÈRES TERRESTRES ET AUX ILES AU VIETNAM

Premièrement, la guerre frontalière entre le Vietnam et la Chine a révélé un changement substantiel dans les relations entre les grandes puissances et entre les pays socialistes. Il ne s'agit pas simplement de l'opposition entre deux superpuissances, à savoir l'Union soviétique et les États-Unis, mais du conflit entre les trois sommets du trio américano-sino-soviétique, dans lequel le Vietnam s'est retrouvé entraîné dans un tourbillon en tant qu'allié de l'Union soviétique et rival de la Chine. Cette guerre a en effet marqué la fin de l'union socialiste qui avait autrefois soutenu solidairement le Vietnam durant les deux guerres de résistance. Il est indéniable, surtout d'un point de vue historique, que les appuis et aides de ces deux principaux pays socialistes s'étaient montrés efficaces. Cependant, les considérer comme des actions « désintéressées et généreuses » c'est ne rien comprendre aux enjeux des relations entre grands pays et entre grands et petits pays. Par conséquent, on était quelque peu surpris qu'il y ait eu ces guerres frontalières - dans le Sud-Ouest et le Nord de notre pays - qui étaient menées par des pays communistes. Mais les dirigeants et le peuple vietnamien, avec des décennies d'expérience dans la lutte contre les envahisseurs, ont pu rapidement prendre l'initiative, chasser le régime génocidaire des Khmers rouges et résister aux invasions du Nord afin de défendre la souveraineté et le territoire de notre pays.

Depuis toujours, nous cherchons à préserver les sentiments positifs qu'éprouvent d'autres peuples à l'égard du Vietnam. Et nous sommes reconnaissants envers les sacrifices de non-combattants et de militaires des pays socialistes qui sont tombés sur nos terres au cours des batailles de lutte pour l'indépendance du Vietnam. La mémoire pour ces sacrifices constitue la conscience, le devoir moral de notre peuple. Pourtant, après l'effondrement du système socialiste à l'échelle mondiale, le lien idéologique, bien qu'existant encore ici et là, ne pouvait plus consolider les relations entre pays ex-socialistes. Cette relation doit être essentiellement fondée sur les enjeux nationaux de chaque pays, de protection des intérêts

nationaux et de préservation de la paix et de l'amitié dans le monde. La prise de conscience de ces enjeux ouvre la voie à une juste définition d'une politique étrangère indépendante et autonome, sans ambiguïté, au profit de la nation, sans être conditionnée par le lien idéologique et par les institutions politiques.

Deuxièmement, la division conduisant à la séparation des deux grands pays socialistes est apparue à partir de la fin des années 50, puis s'est révélée au grand jour après le 20^e congrès du Parti communiste soviétique. C'était initialement un débat controversé sur le plan des concepts qui a conduit à un grave schisme dans le mouvement communiste et ouvrier mondial. Le pire danger était que ce conflit féroce s'est dévoilé pendant la période où le Vietnam devait combattre la plus grande puissance mondiale. Cependant, la stratégie de solidarité internationale du Président Hô-Chi-Minh avec comme principe d'arriver à l'équilibre entre : « la solidarité avec l'Union soviétique et la solidarité avec la Chine » insufflait un effet positif à l'évolution de la guerre contre les États-Unis.

En 1975, porté par l'euphorie de sa grande victoire, le Vietnam portait des jugements erronés tant sur ses adversaires et ses alliés que sur lui-même. Cette ivresse du gagnant a conduit à une mauvaise perception de sa place et de son statut sur la scène internationale. Quant à l'adversaire, les États-Unis ont dû se retirer du Vietnam mais à l'échelle de la planète, ils demeuraient la superpuissance qui exerçait un impact considérable sur la scène internationale. Même si le Vietnam était pleinement conscient de la nécessité d'établir une relation normale avec les États-Unis, ses revendications financières pour « soigner les traumatismes de la guerre » ne convenaient pas à la loi américaine et vexaient l'Ego des Américains. Quant à la stratégie envers les alliés, les dirigeants vietnamiens étant alors très éloignés de la politique d'équilibre de Ho Chi Minh, penchaient fortement vers Moscou ; et Pékin en a profité pour trouver le bon prétexte pour mener une guerre frontalière. Les Chinois, par diverses manœuvres et manipulations, avaient cherché à présenter leur offensive comme de la « légitime défense ». Si le Vietnam avait maintenu l'équilibre selon le modèle mis en place par Ho Chi Minh lors des années 1960, le problème de l'époque aurait pu se résoudre différemment, le pays ne se serait pas retrouvé dans un encerclement absolu, chose inédite dans son histoire. Il en ressort que la leçon d'expérience sur l'esprit de vigilance et l'attitude modérée dans les relations extérieures dans l'idéologie diplomatique de Ho Chi Minh - judicieuse dans le passé - demeurait le principe à respecter face aux problèmes mondiaux d'aujourd'hui et de demain.

Troisièmement, l'histoire peut être révolue, mais le récit du passé se raconte toujours. Les vérités historiques, qu'elles soient heureuses ou tristes, doivent constituer des leçons d'expérience pour l'avenir.

Les manuels d'histoire, de littérature et de nombreuses autres disciplines sociales se doivent de rendre compte de cette guerre comme nous l'avons fait pour les deux guerres précédentes sans inculquer la haine. L'objectif est de se souvenir du passé pour mieux se comporter aujourd'hui et en prévenir le retour dans le futur. Tel est l'élément indispensable dans l'œuvre pour la lutte pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale. □

NOTES

⁽¹⁾ Le 22 février 1974 lors de sa rencontre avec le président de la Zambie (Afrique), Mao Tsé Toung a déclaré : Pour moi, Les Etats-Unis et l'Union Soviétique constituent le premier monde, les pays intermédiaires tels le Japon, l'Europe, le Canada en constituent le deuxième, quant à nous, nous sommes du tiers-monde (Tiêu Thị Mỹ, 2016 : 350).

⁽²⁾ En 1978, le 12 mai, la Chine a annoncé qu'elle réduirait son aide au Vietnam de 21 opérations, le 30 mai, de 51 autres, le 3 juillet, la Chine a coupé toute aide et a rapatrié tous ses experts (Bộ Ngoại giao, Nguyễn Đình Bin, 2002 : 198).

⁽³⁾ En vertu de l'accord entre Pékin et Washington, à la fin de 1979, des avions militaires américains ont transporté en Chine des équipements pour construire une base d'enregistrement sonore américano-chinoise dans l'extrême-ouest de la Chine. Des stations de veille, installées sur les pentes alpines de la province du Xinjiang, permettaient de surveiller les communications militaires soviétiques de l'Asie centrale à l'Extrême-Orient, de capter les signaux radar des vols militaires, de détecter tout changement dans les bases d'armes nucléaires ainsi que les signaux de tirs de missiles balistiques soviétiques. Dans le même temps, la CIA a ouvert une école de formation technique afin d'entraîner les Chinois à bien utiliser les équipements de cette base. Les actions américaines ont donné l'avantage à la sécurité chinoise face à l'Union soviétique (Patrick Tyler, 2008 : 480-481).

⁽⁴⁾ Le 5 juin, le gouvernement américain a ordonné d'arrêter la vente de matériel militaire à la Chine, de mettre fin aux contacts entre les hauts responsables américains de haut rang avec leurs homologues chinois, d'arrêter les prêts ; le Sénat et la Chambre des représentants américains ont adopté le projet de loi sur les sanctions frappant la Chine, « la situation chinoise est maintenant devenue sombre comme si un nuage gris couvrait le ciel » (Tạ Ích Hiên).

⁽⁵⁾ Discours du Secrétaire général du parti communiste vietnamien Nguyen Van Linh à la cérémonie de la dixième fête nationale du Cambodge (*Nhan dan* le 7 janvier 1989).

RÉFÉRENCES

1. Bộ Ngoại giao, Nguyễn Đình Bin (chủ biên). 2002. *Ngoại giao Việt Nam 1945-2000 [Diplomatie Vietnamiennne (1945-2000)]*. Hà Nội: Nxb. Chính trị Quốc gia.
2. Bogaturov Aleksey Dermofenovich - Averkov Viktor Viktorovich. 2013. *Lịch sử quan hệ quốc tế [Histoire des relations internationales]*. Hà Nội: Nxb. Chính trị Quốc gia (bản tiếng Nga do Trường Đại học Quan hệ quốc tế Moscow xuất bản năm 2009).
3. Chemilier, Monique - Gendreau. 1998. *Chủ quyền trên hai quần đảo Hoàng Sa và Trường Sa [La souveraineté sur les archipels Paracels et Spratleys, L'Harmattan]*. Hà Nội: Nxb. Chính trị Quốc gia.
4. Dobrynin, A. 2001. *Đặc biệt tin cậy. Vị Đại sứ ở Washington qua sáu đời Tổng thống Mỹ [In Confidence : Moscow's Ambassador to Six Cold War Presidents]*, New York, Times Books. Hà Nội: Nxb. Chính trị Quốc gia.
5. Kissinger, H. 2015. *Bàn về Trung Quốc [Sur la Chine]*. Hà Nội: Nxb. Công an Nhân dân.
6. Nguyễn Văn Linh. 1989. *Diễn văn của Tổng bí thư Đảng Cộng sản Việt Nam Nguyễn Văn Linh tại Lễ kỷ niệm lần thứ 10 Quốc khánh nước Cộng hòa Nhân dân Campuchia* [Discours du secrétaire général du Parti communiste du Vietnam Nguyen Van Linh à l'occasion du 10e

anniversaire de la Journée nationale de la République populaire du Cambodge]. Báo *Nhân dân*, 7/1/1989.

7. Tạ Ích Hiên (chủ biên): *Lịch sử ngoại giao Trung Quốc đương đại (1949-2001) [Histoire de la diplomatie chinoise contemporaine (1949-2001)]*. Bản dịch của Tổng cục 2, lưu tại Tổng cục 2.

8. Tiêu Thị Mỹ. 2016. *Mưu lược Mao Trạch Đông [la stratégie de Mao Zedong]*. Hà Nội: Nxb. Chính trị Quốc gia.

9. Tyler, Patrick. 2008. *Một thiên lịch sử sáu đời tổng thống Mỹ Trung [Une grande muraille : six présidents et la Chine : une histoire d'enquête, Affaires publiques]*. Hà Nội: Nxb. Công an Nhân dân.